

Rentrée politique du parti CDP Mali Kura : Les responsables du parti expriment leur soutien à la transition

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 08 MARS 2023

1301

Malikilé

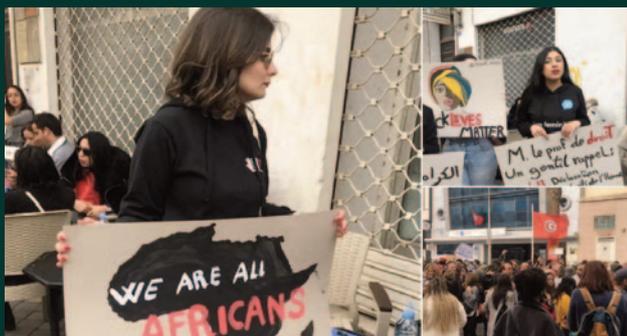
www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Suspension des indemnités des mouvements armés au CSA

Les autorités frappent forts !



Racisme en Tunisie : La Banque Mondiale sanctionne !



Œuvres sociales : Assimi vigilent !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

07 Fev.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

198

Nouveaux cas confirmés

03

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

646 767 Vaccinations incomplètes

3 012 152 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 059

Guéris

32 180

Décès

743

dont 57 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.16



P.22



/ Une /



Suspension des indemnités des mouvements armés au CSA : Les autorités frappent forts !

P.5

/ Brèves /



PCIAT CENTRE : Voyage d'étude de la deuxième promotion de l'École de Guerre du Mali dans la cinquième région administrative

P.11

Œuvres sociales : Une délégation à Fana, Dioila et Barouéli pour évaluer l'état des équipements médicaux remis

P.11

Bourem : Un périmètre maraîcher établi en 2017 avec l'aide la MINUSMA tient sa promesse d'autonomisation des femmes

P.12

Bourem : Deux nouvelles audiences foraines pour continuer à rapprocher la justice des justiciables

P.12

TROPHÉE « JEUNE PREMIER DU MALI » : Dr. Traoré Moulhère Baba, médecin-chef du PMI de Badalabougou de l'INPS, honorée

P.13

Bourem-Gao : Le commandant de la région militaire N°7 et chef secteur 2 de l'Opération Maliko offre des plants de pieds d'arbres à la population

P.13

/ Actualité /



Gestion de crises et catastrophes : Les maires outillés !

P.15

Victimes des VBG : Muso Kunda à l'écoute !

P.16

Entre Nous : Incertitudes !!!

P.17

/ Politique /



Œuvres sociales : Assimi vigilant !

P.19

Rentrée politique du parti CDP Mali Kura : Les responsables du parti expriment leur soutien à la transition

P.20

Emmanuel Macron "flingue" la classe politique malienne : Des acteurs politiques réagissent !

P.22

Diplomatie : La MINUSMA dans la ligne de mire de Diop

P.23

/ Culture & société /



Le président du Faso reçoit des cinéastes en marge du FESPACO : Ce que Cheick Oumar Sissoko a dit au capitaine Ibrahim Traoré

P.24

/ International /



Racisme en Tunisie : La Banque Mondiale sanctionne !

P.25

Répression sanglante des migrants en Tunisie : Kaïd Saïd, un autre bourreau du Maghreb

P.26

USA : Biden, en pré-campagne, rode son discours pour l'électorat populaire

P.27

Chine : Xi Jinping condamne "l'endiguement" et la "répression" occidentales contre son pays

P.28

/ Sport /



Basketball : Le championnat national de D1 a donné son coup d'envoi

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



Services d'hôtesse et Événementiel

Spécialisée dans l'accueil en entreprise et événementiel avec des prestations d'accueil sur mesure et haut de gamme

Réactivité, disponibilité, exigence et collaboration privilégiée sont au cœur de notre philosophie.

Nous recrutons et détachons des hôtes et hôtesse selon des critères stricts de qualifications pour offrir une prestation sur mesure sur vos événements, pour toutes les missions d'accueil et bien plus...

MADOUWA
P R E S T I G E



Contact : +223 95 36 37 22



Suspension des indemnités des mouvements armés au CSA

Les autorités frappent forts !

Le gouvernement de transition a ordonné la suspension des indemnités des représentants des mouvements armés au sein Comité de suivi de l'Accord (CSA). L'information est confirmée par certains d'entre. Dans une récente lettre, le gouvernement du Mali, a dénoncé les violations répétées de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger par la CMA.

Cette situation concerne les mouvements de la Plateforme, de la CMA et des mouvements armés de l'inclusivité. Une décision qui intervient après l'annonce de la CMA de suspendre sa participation au sein du CSA.

Les représentants de ces mouvements au comité n'ont pas touché leurs indemnités depuis décembre 2022. Les commissions qui sont concernées par cette décision sont le DDR, désarmement démobilisation et réinsertion, la Commission d'Intégration et le Comité de Suivi de l'Accord. De sources proches, cette mesure survient après la suspension de la CMA, des groupes armés aux activités du CSA le mois de décembre dernier. Les indemnités ont été octroyées par le décret présidentiel en 2016

dans la mise en œuvre de l'accord. « Elles s'élèvent à plus d'un million de franc cfa par mois » précise une source.

Un non-événement ?

Pour le moment, aucun mouvement signataire de l'accord ne s'est prononcé sur cette suspension d'indemnités. Toutefois, Attaye Ag Mohamed, membre de la CMA, la coordination des mouvements de l'Azawad, estime que c'est un non-événement. Car, dit-il, la CMA avait déjà suspendu sa participation aux travaux du comité de suivi de l'accord depuis un bon moment.

En revanche, pour certains cadres des mouvements de la plateforme et des mouvements

d'inclusivité, « c'est la CMA qui a suspendu sa participation au sein du CSA » et qu'il est inconcevable que les concernés soient frappés par cette décision.

La vérité et la sincérité entre les parties prenantes

Des politologues expliquent que la mise en œuvre effective de l'accord d'Alger passe par la vérité et la sincérité entre les groupes armés signataires et le gouvernement. Pour ceux-ci, un dialogue honnête et de bonne foi reste l'une des meilleures voies au rétablissement de la confiance entre parties.

Violations répétées malgré tout



Selon la lettre du gouvernement du Mali, malgré cet engagement et cette détermination en faveur de l'Accord, « **force est de constater que certains mouvements, précisément ceux de la CMA, n'ont cessé de violer l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger** ».

En tout, plus d'une dizaine de violations ont été constatées. Il s'agit de l'installation d'Etats-Majors par certains mouvements armés dans le Gourmah en 2020-2021, la réouverture des postes de sécurité dans les Zones de Kidal, Gao, Ménaka et Tombouctou, la délivrance illégale d'autorisations de déplacement sur les sites d'orpillage, l'installation et la mise en place de dispositifs de sécurisation sur les sites d'orpillages illégaux de N'Tahaka (sud de Gao) et au Nord de Kidal, le refus de recevoir les médecins en charge de la lutte contre la Covid-19.

Le gouvernement accuse la CMA de mener des actions entravant le fonctionnement optimal des Bataillons des Forces Armées Reconstituées (BATFAR), de conduire des patrouilles TARTIT par des entités non reconnues (CSP-PSD) sans concertation, ni accord du Gouvernement (Kidal, Ménaka, Gao, Tombouctou, Taoudenni), d'occupation et d'organisation de rencontres à Anéfis entre autres. Comment le « CSMAK » peut-il sécuriser la ville de Kidal et ce malgré la présence du BATFAR.

Pire, ces groupes armés ont rendu opérationnel un tribunal islamique à Kidal qui a déjà délibéré sur le cas de deux éléments du BATFAR de Kidal. Ce sont des actes qui montrent « la

collusion de plus en plus manifeste avec les groupes terroristes, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment les résolutions S/RES/2100 (2013) du 25 avril 2013, S/RES/2164 (2014) du 25 juin 2014, S/RES/2227(2015) du 29 juin 2015, qui, entre autres, « exigent de tous les groupes armés présents au Mali (...) qu'ils rompent tous liens avec des organisations terroristes ».

« Ces cas flagrants de violation de l'Accord sont d'autant plus préoccupants qu'ils n'ont donné lieu à aucune condamnation de la Médiation internationale et leurs auteurs n'ont jamais été rappelés à

l'ordre. Il me plaît de rappeler que la Médiation internationale, en tant que garante politique de l'Accord et du respect de ses dispositions par les Parties, doit pleinement jouer son rôle pour sa mise en œuvre effective », a pesté le gouvernement du Mali. Selon les autorités, « **l'attitude de certains mouvements, suivie de l'absence de réaction de la médiation, jettent un discrédit sur cette dernière** » et entrave les efforts inlassables de la Médiation en vue de la paix et de la réconciliation au Mali.

Les autorités n'ont pas raté les structures chargées d'accompagner la mise en œuvre de l'Accord, notamment la MINUSMA, l'Observatoire indépendant et le Groupe d'experts international pour les sanctions concernant le Mali, qui selon elles, « **n'ont jamais comblé les attentes** ». Elles condamnent en effet, « **l'inaction du premier, le silence du deuxième sur les violations effectuées par certains mouvements ainsi que la propension du troisième à outrepasser son mandat posent la question de la pertinence de ces structures** ».

Par ailleurs, le Gouvernement dit « **tout mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs, quel qu'en soient le prix et la forme, tout en respectant strictement les droits de l'homme, jusqu'à l'éradication du dernier terroriste ainsi que la sécurisation complète du Mali, afin que les populations puissent jouir des dividendes d'une paix**».

■ Binadjan Doumbia



Financial Afrik



Premier Bank Limited (PBL), banque islamique basée à Mogadiscio (Somalie), va acquérir une participation majoritaire de 62,5% dans First Community Bank (FCB), une banque kényane opérant également en conformité avec la charia. La transition qui a déjà reçu – le 4 mars dernier – l'approbation de l'Autorité de la concurrence du Kenya (CAK) est estimée à 2,8 milliards de shillings (22 millions USD).



MALI KANU



Quel est le nombre exact des chargés de mission à la Primature du Mali ?

Africana TV Caraïbes



Culture - Inscrite au Panthéon des gloires de la #littérature #féminine Sénégalaise, #fatou-diome l'écrivaine franco-sénégalaise, strasbourgeoise d'adoption vient d'être élue à l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique. Elle sera officiellement reçue au Palais des Académies le 9 décembre prochain.



FEMAFOOT



COMMUNIQUÉ : Sur le décès du footballeur Malien Moustapha Sylla, La FIFA apporte son soutien à la fédération Ivoirienne de Football en cette période difficile. Rédaction



Daba Diallo



Joyeux anniversaire à ma Présidente. Encore longue vie pleine de santé et de bonheur.



Ambassade de France au Mali



FOOTBALL | Yala aw b Salif Keita na cogo Saint-Etienne o tariku d n wa ? Vous connaissez l'histoire de l'arrivée de Salif Keita à Saint-Etienne?

Le footballeur Salif Keïta, légende des Aigles du Mali et de l'ASSE - Association Sportive de Saint-Etienne, débarque en 1967 en France pour signer son contrat avec les Verts. Problème : il arrive à l'aéroport d'Orly sans argent...

Salif Keïta, triple champion de France et vainqueur du ballon d'or africain en 1970, a été immortalisé par la ville de Saint-Étienne, qui a baptisé un stade en son honneur en 2028.

Dankoroba do ka si jan d'i ma Domingo! une légende! Longue vie à Domingo

Infos All Gones



Gérard Prêcheur sur Wendie Renard : "C'est la droiture, la loyauté personnifiée, elle a une forte propension à toujours défendre l'intérêt général avant ses intérêts personnels. Elle est d'une autre galaxie. Elle a été courageuse, quand elle parle, elle mérite qu'on l'écoute."

#TeamOL
(via l'Equipe)



Farafina Autorité Krymo



19 chargés de mission, c'est le nombre que compte désormais la primature.

Serge Daniel



#Tunisie-Afrique-migrants- 7/3/- Il faut absolument maintenir la pression sur le Président Tunisien Kais Saïed. C'est lui-même qui doit reprendre publiquement la parole pour faire arrêter la chasse à l'homme et non ses subordonnés qui face à la bronca annoncent des mesurées.

FEMAFoot

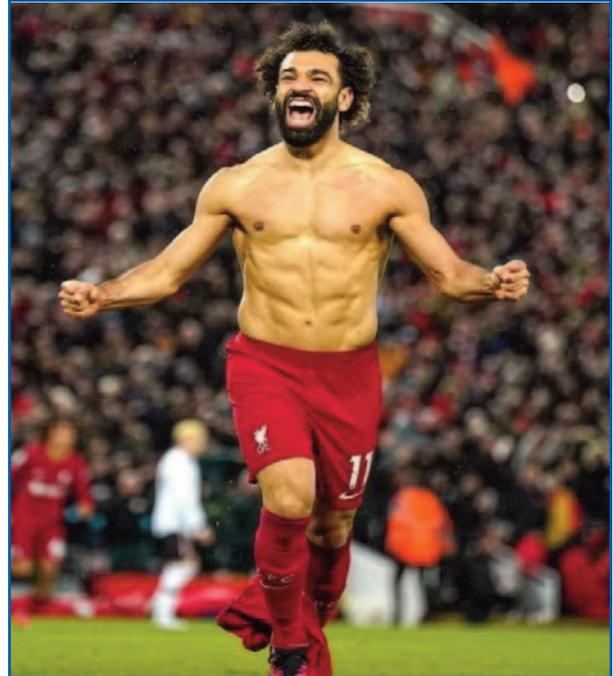


RECORD : Le capitaine des pharaons, Mohamed Salah a battu hier soir le record de Robbie

Fowler. Après une large victoire à Domicile 7/0 contre Manchester United.

Avec son doublé, L'Egyptien est devenu ce dimanche le meilleur buteur de l'histoire de Liverpool FC en Premier League, avec réalisations au championnat anglais.

Bon boulot champion
Rédaction



Wassim Nasr



L'évadé transfuge #AQMI vers #EI est Saleck Ould Cheikh, Abou Qoussoura, c'est la 2e fois qu'il s'échappe, la 1ere fois il a été rattrapé en #Guniée (2016), les 3 autres sont des anciens proches d'Abou al-Houmam tué par les forces spéciales françaises au #Mali en février 2019.



■ Foot11.com : La beauté du Football

Luiz Felipe Scolari : "Un jour, je suis entré dans le vestiaire pour parler tactique, mais en voyant Ronaldo, Cafu, Kaka, Adriano et Roberto Carlos face à moi, je leur ai juste dit : 'Entrez sur le terrain et soyez vous-même, je vous préviendrai si je fais des changements'."



■ Larmes des pauvres

On se demande quel est l'outil de détection d'un complice terroriste et son élimination dans un pays en manque de justice ? La réalité est que les ruraux tous azimuts sont considérés comme des terroristes et les citadins sont des complices.



■ Danouma Ismael TRAORE

#Burkina Au moins 110 terroristes ont été neutralisés dans des opérations aéroterrestres lancées il y a quelques jours, informe l'#AIB citant des "sources sûres". Du matériel de guerre, des vivres, du matériel roulant et des engins explosifs ont été récupérés.



■ NYAMSI WA KAMERUN WA AFRIKA

FÉLICITATIONS À L'AVOCATE AMINATA NIAKATE
Me Aminata Niakate, avocate franco-malienne a mis K.O. en direct sur France Télévisions, l'ancien Président français François Hollande à propos du soutien de l'armée française aux terroristes du Nord du Mali . Une digne femme africaine. Rien à voir avec la gamme aplaventriste d'Aminata Dicko...!



The screenshot shows a mobile browser interface for 'grands-avocats.com'. The header includes a search icon, the website name, and a menu icon. Below the header is a blue banner with the name 'Aminata Niakate'. A large portrait of Aminata Niakate is displayed. Below the portrait is a text block: "Née de parents maliens, élevée en banlieue et l'aînée d'une fratrie de seize enfants, Aminata Niakate rêve de devenir avocate dès son plus jeune âge. Dans la famille, on est actif : ses grands-parents, originaires de Lambidou, bourgade de la région de Kayes, au Mali, étaient paysans. Son père a travaillé successivement aux États-Unis, au Sénégal et en Allemagne, en tant que manutentionnaire avant de s'installer en France en 1970. Sa mère était femme de ménage. Titulaire de deux maîtrises, respectivement en droit des affaires et en droit fiscal, obtenues à l'université Panthéon Sorbonne Paris I, en 2004 et 2005, Aminata Niakate ne s'en arrête pas là pour autant. En 2005, elle obtient un master en fiscalité-droit des affaires-management à l'École supérieure de gestion et un diplôme CESA finance à HEC en 2011." At the bottom of the screenshot are navigation icons for back, forward, share, book, and print.





L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

PCIAT CENTRE : Voyage d'étude de la deuxième promotion de l'École de Guerre du Mali dans la cinquième région administrative



La deuxième promotion de l'École de Guerre du Mali a séjourné à Sévaré du 1er au 3 mars 2023 dans le cadre d'un voyage d'étude. Cette deuxième promotion de l'École de Guerre du Mali, composée de 24 officiers supérieurs dont deux personnel féminin, toutes armes confondues, conduite par six instructeurs ont été accueillis à l'aéroport international de Mopti, le 01 mars 2023, par le Commandant du PCIAT Centre de l'opération Maliko, le Colonel major Toumani KONE et le Commandant du secteur-4, le Colonel Karim TRAORE.

Ce séjour de trois (03) jours des auditeurs de cette promotion a pour but d'une part de s'imprégner de la situation sécuritaire dans le Théâtre Centre, et d'autre part de faire le lien entre la théorie et la pratique dans le cadre de la planification et la conduite des opérations. Les échanges ont commencé dans l'après-midi du 1er mars 2023, dans la salle de conférence du PCIAT Centre, par une présentation détaillée du COM-THEATRE, le Colonel-Major Toumani KONE, à propos de l'articulation, le fonctionnement, les missions, les moyens et les difficultés majeurs du PCIAT-Centre. Une série de questions et réponses, permettant d'éclairer les zones d'ombre dans les esprits des auditeurs a mis fin aux activités de la première journée.

Le lendemain le Commandant du secteur-4, le Colonel Karim TRAORE a fait l'état des lieux de la situation sécuritaire, du fonctionnement, de l'articulation, de la conduite des opérations, des missions exécutées et en cours d'exécution du secteur-4 aux auditeurs. Après la série de questions et réponses, le Colonel-major KONE a conduit la délégation chez le Gouverneur de la région de Mopti, le Colonel-major Abass DEMBELE, une bibliothèque vivante de la reconquête du pays en 2013. Le Gouverneur, dans son exposé qui avait pour thème : « Génération des forces en temps de crise », s'est exprimé particulièrement du Groupe de Commando Volontaire (GCV) dont il était le chef.

Après le brillant exposé du chef de l'exécutif régional de Mopti, une visite guidée des infrastructures du soutien logistique du PCIAT, par l'officier chargé de la logistique a mis fin aux activités de la deuxième promotion de l'École de Guerre du Mali au PCIAT-Centre de l'Opération MALIKO.

Source : FAMa

Œuvres sociales : Une délégation à Fana, Dioila et Barouéli pour évaluer l'état des équipements médicaux remis



L'équipe en charge des Œuvres Sociales du Président de la Transition a effectué, ce mardi 07 mars 2023, une série de visites inopinées dans les districts sanitaires de Dioila, Fana et Barouéli. L'objectif de ces visites est de constater de visu les dispositions prises par ces Centres de santé de référence (CSREF) pour l'entretien des équipements médicaux et ambulances remis dans le cadre des Œuvres Sociales du Président de la Transition.

La délégation a entamé la visite au CSCOM de Dioila. Après avoir constaté le bon fonctionnement de l'ambulance, la délégation a exprimé sa satisfaction à M. Abdrahamane Berthe, médecin-chef du district sanitaire de Dioila pour le bon entretien du matériel.

Au CSREF de Fana, la délégation a insisté sur l'entretien et le maintien en état du matériel roulant qui permet de réduire considérablement la mortalité néonatale et garantit une meilleure prise en charge des usagers.

Selon les précisions de Dr Youssef Samaké, médecin -Chef du district sanitaire de Fana, de la date de réception de l'ambulance à nos jours, le CSREF a effectué plus de 183 évacuations sur les axes Fana-Ségou et Fana-Bamako. D'où son apport inestimable pour le district, a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, Dr Youssef Samaké a exprimé le besoin crucial d'acquérir une autre ambulance plus adaptée au terrain en milieu rural, vu le nombre croissant des demandes d'évacuations dans les zones reculées.

La dernière étape de cette visite a concerné le district Sanitaire de Barouéli. Le constat est le même. Le personnel de santé ne ménage aucun effort pour l'entretien des équipements médicaux gracieusement remis par le Chef de l'État.

Cette démarche de l'équipe en charge des Œuvres Sociales du Président de la Transition s'inscrit dans la droite ligne de sa vision. Celle de veiller au bien-être des Maliens, jusque dans les coins les plus reculés du pays.

Source : Présidence de la république

Bourem : Un périmètre maraîcher établi en 2017 avec l'aide la MINUSMA tient sa promesse d'autonomisation des femmes



En 2017 à Bourem (région de Gao), la MINUSMA avait consacré plus de 50 millions à l'aménagement d'un périmètre maraîcher. En 2021, elle avait ajouté plus de 25 millions de francs CFA pour la réalisation d'un forage solaire. Retour sur ces deux importants projets menés au profit de la section locale de la Coordination des associations et ONG féminines du Mali (CAFO) et sur ce qu'il a changé pour ces femmes bénéficiaires.

C'est dans . Plusieurs planches ont été aménagées pour permettre aux femmes bénéficiaires de cet important appui de la MINUSMA de semer des variétés maraîchères et diverses autres cultures. « Chaque jour depuis plus d'un an, je viens puiser de l'eau pour arroser mes cultures » affirme Sakinatou, une des bénéficiaires du projet. Comme elle le dit elle-même, « ça a changé mon quotidien car je parviens à gagner un peu d'argent en vendant ce que je cultive ». Un avis partagé par Hadjaratou MAÏGA de la CAFO de Bourem. « Les femmes de la région n'ont pas beaucoup de débouchées pour travailler, elles ne sont pas des fonctionnaires et grâce au jardin, elles arrivent à s'en sortir un peu. Une partie de l'argent est versée dans notre caisse » souligne-t-elle.

Un projet supplémentaire pour faciliter le travail des femmes

Au début du projet, deux puits traditionnels doté d'un système de poulie manuel ont été creusés pour permettre l'arrosage du périmètre maraîcher. Cependant, ce système ne réduisait pas la pénibilité du travail et ne permettait pas de couvrir l'ensemble du périmètre. « Vu que le projet a eu un réel engouement auprès des femmes et au regard du grand nombre des bénéficiaires, nous avons jugé nécessaire d'ajouter un projet supplémentaire de plus de 25 millions de FCFA. Celui-ci a consisté à améliorer le système d'alimentation d'eau en octroyant d'autres forages afin de rendre disponible l'eau dans les bassins de retenus » explique Badarou MAÏGA de la MINUSMA. « Malgré tous ces efforts, le problème d'eau se pose toujours en raison de la forte demande. Les femmes du périmètre ont besoin d'un système d'adduction d'eau alternatif pour permettre à un plus grand nombre d'entre elles de travailler » suggère-t-il.

Durant la phase de mise en œuvre du projet 1 200 personnes dont 692 femmes ont bénéficié d'un emploi temporaire, en participant à la construction du forage. « Actuellement plus de 250 femmes sont en activité dans le périmètre maraîcher » déclare M. MAÏGA.

Source : Minusma

Bourem : Deux nouvelles audiences foraines pour continuer à rapprocher la justice des justiciables



Avec l'appui de la MINUSMA, le Juge de paix à compétence étendue Abdoul Karim BENGALY s'est rendu du 22 au 23 février dernier dans sa juridiction à Bourem pour y tenir deux audiences foraines.

Cet appui en faveur de la restauration de l'autorité l'Etat a permis au magistrat de traiter des affaires civiles mais aussi correctionnelles. Le juge a également invité la population à demander leurs actes d'état civil. « Le souci de l'Etat est de rapprocher les populations de leur justice et c'est pourquoi nous nous sommes mobilisés auprès de la MINUSMA, qui de concert avec les autorités, a facilité notre arrivée ici à Bourem » a affirmé Abdoul Karim BENGALY. Tout en remerciant la mission pour son appui, il a aussi déclaré que « le vœu de la société est que la justice soit rendue car sans elle, on ne peut pas parler d'Etat et il faut qu'elle revienne auprès des justiciables pour qu'il y ait le droit ».

Pour Idrissa Sylvain SAWADOGO de la MINUSMA, au-delà de la facilitation des audiences foraines, « les missions ponctuelles que nous organisons permettent au juge d'évaluer lui-même les conditions de sécurité de son ressort pour éventuellement apprécier les conditions d'un retour définitif dans sa juridiction ».

La MINUSMA en partenariat avec les autorités judiciaires assure régulièrement le transport et la sécurité du Juge de paix à compétence étendue dans sa juridiction qui, pour des raisons de sécurité, ne siège pas sur place mais à Gao. Ce fut le cas en puis en , en et en 2022. De nombreux habitants ont ainsi pu bénéficier de services judiciaires.

Source : Minusma

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

TROPHÉE « JEUNE PREMIER DU MALI » : Dr. Traoré Moulhère Baba, médecin- chefe du PMI de Badalabougou de l'INPS, honorée



Pour services rendus à la Nation malienne et pour ses actions de bienfaisance à l'endroit des patients du PMI de Badalabougou, en particulier, et à la santé malienne, en général, Dr. Traoré Moulhère Baba, médecin-chefe du PMI, a été distingué par l'Association des Jeunes Premiers du Mali (AJPM), Homme de l'année. La remise du trophée s'est déroulée, le vendredi 3 février 2023, au Palais de la Culture Amadou Hampâté Ba.

Acette occasion, parents, amis, collègues et connaissances du médecin-chefe ont effectué le déplacement pour être témoins de cet honneur à l'endroit d'une des braves dames de l'INPS. Les responsables de l'AJPM et plusieurs autres invités de marque étaient également de ce rendez-vous de reconnaissance.

Selon les responsables de l'AJPM, Dr. Traoré Moulhère Baba, s'est toujours donné corps et âme pour la santé des assurés de l'INPS, en particulier, et de toute la population de la Commune V. Pourquoi cette distinction en vue de l'encourager à poursuivre sur ce chantier.

Pour ses nombreuses actions à la tête du PMI de l'INPS de Badalabougou, il a reçu les félicitations de la hiérarchie.

Selon les témoignages des notabilités de Badalabougou, depuis son arrivée au PMI de Badala, Dr. Traoré « a su instaurer un climat de confiance entre les assurés, la population et l'INPS en termes de prise en charge. Ses collaborateurs du PMI retiennent d'elle, « un travailleur hors pair. Une dame qui a fait ses preuves partout où elle est passée », témoigne un collègue.

Après avoir reçu ses récompenses, Dr. Traoré Moulhère Baba s'est dit honoré et comblé par cette distinction. Elle n'a pas manqué de remercier les initiateurs de l'événement, notamment l'AJPM qui encourage l'excellence.

Dr. Traoré Moulhère Baba a profité de l'occasion pour lancer un appel aux Maliens à l'union sacrée, aux sacrifices pour sortir le Mali de cette crise qui n'a que trop duré. « Le pays traverse, certes une crise, mais avec l'engagement de tous les fils du pays, le Mali restera debout », a-

Bourem-Gao : Le commandant de la région militaire N°7 et chef secteur 2 de l'Opération Maliko offre des plants de pieds d'arbres à la population



Dans le cadre de la lutte contre la désertification, le commandant de la région militaire N°7 basé à Bourem a offert à la population de ladite localité 1000 plants de pieds d'arbres le 02 mars 2023. Cette activité de reboisement a mobilisé en plus des FAMA, le maire de la commune urbaine de Bourem, Amadou Mahamane Touré, les notables et la population.

Cette cérémonie de remise fait suite à une promesse faite par le commandant de la région militaire, le Colonel Abdou Samba Sylla. Il s'agit pour le Colonel d'accompagner la population de Bourem dans ses activités de reboisement. Les plants de pieds d'arbres sont plantés sur l'artère principale du quartier Kalani. Le Colonel Abdou Samba Sylla a rassuré le maire que la clôture, l'arrosage et l'entretien sera assuré par les FAMA en plus de leur mission régaliennne. La jeunesse s'est également mobilisée pour accompagner les FAMA dans cette campagne de reboisement.

Le maire de la commune urbaine de Bourem, Amadou Mahamane Touré a au nom de la population remercié les FAMA et particulièrement le colonel Sylla qui apporte son assistance à la population sur le plan sanitaire et alimentaire.

Source : FAMA

t-elle indiqué.

Prenant la parole, le président de l'AJPM, a clairement expliqué que ces récipiendaires ont apporté leur soutien pour le développement du pays, surtout en cette période cruciale pour le pays. « Les récipiendaires de ces prix de reconnaissance se sont distingués dans leur service par des actions de développement, surtout en faveur de la jeunesse du pays. Ils ont mené ainsi à leur façon des actions de bienfaisance. Ce sont des leaders qui ont contribué beaucoup au développement du pays », a laissé entendre le président de l'AJPM, Lassina Diarra.

L'AJPM a démarré ses activités en 2011 à travers la remise de médailles, trophées et attestations aux hommes et femmes qui se sont distingués dans le cadre du développement de leur pays.

L'ancien maire de la Commune IV, Moussa Mara, a été la première personnalité à recevoir le trophée Ciwara et la médaille de l'AJPM.

La Rédaction



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quelles sont les relations de collaboration entre l'OCLEI et les autres structures ?

Le décret n°2015-0719/P-RM du 9 novembre 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite, en son chapitre IV, articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30, définit les relations de l'OCLEI avec les structures de contrôle et autres acteurs.

Article 25 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite reçoit, à sa demande, tous les rapports d'activités et d'audits des structures de contrôle et de supervision, et toutes autres informations communiquées par les autres structures, les organes de poursuites et les officiers de police judiciaire, nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Article 26 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut également demander aux administrations, institutions et organismes publics ou privés ou à toute personne physique ou morale de lui communiquer tout document ou information qu'il juge utile pour la détection des faits d'enrichissement illicite.

Article 27 : Les autres structures saisies sont tenues de déférer à toutes les injonctions ou instructions émanant de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite dans le cadre de

la prévention et de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 28 : Tout refus délibéré de communiquer ou de mettre à disposition les éléments d'informations ou les documents requis constitue une infraction d'entrave à la justice.

Article 29 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut demander aux structures de contrôle, de détection ou de répression, des audits ou enquêtes dans leurs secteurs d'activités.

Article 30 : Il peut procéder ou faire procéder, auprès de toutes personnes ou structures, publiques ou privées, à des opérations d'investigations pour les faits susceptibles de constituer un acte d'enrichissement illicite.

Gestion de crises et catastrophes : Les maires outillés !

La cérémonie d'ouverture du Séminaire de formation des Maires du Mali sur le guide pratique de gestion de crises et catastrophes, était placée par le chef de cabinet du ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le Commissaire divisionnaire de police, Seydou Mamadou Doumbia, à l'École de Maintien de Paix, Me Alioune Blondin Beye. L'éclat de la cérémonie a été rehaussé par la présence du représentant de la Cheffe de Mission de EUCAP-SAHÉL-Mali, médecin/Colonel Issa Raoul Dana Dabo, des Coordinateurs de l'UNITAR et de Think Peace.

Pour le Chef de Cabinet du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Commissaire Divisionnaire de Police Seydou Mamadou Doumbia, cette formation, qui intervient une semaine après celle des gouverneurs de régions et des préfets de cercles, traduit, sans nul doute, la manifestation de la volonté des plus hautes autorités de la Transition de disposer d'un instrument adapté, permettant une meilleure coordination entre les forces de sécurité, pour le bonheur des populations.

« Je rappelle que le CECOGECC est l'outil opérationnel du Comité interministériel de gestion de crises et catastrophes. Sous l'autorité du Premier ministre, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile coordonne les moyens engagés pour la gestion de crises et catastrophes.

Ce séminaire a pour objectif principal de renforcer les capacités de leadership dans la coordination et la gestion des crises et catastrophes, de manière déconcentrée et décentralisée et plus spécifiquement : l'amélioration des connaissances sur la gestion des crises et de catastrophes en particulier, et la sensibilisation dans celle-ci, conformément aux dispositions du plan », a-t-il laissé entrevoir.

Enfin, le Chef de Cabinet du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Commissaire Divisionnaire de Police Seydou Mamadou Doumbia a saisi cette occasion pour remercier chaleureusement l'ensemble des partenaires, en l'occurrence l'EMP-ABB, UNITAR, et EUCAP-SAHÉL Mali, Think peace et la Croix-rouge Mali pour leur appui technique et financier dans le

cadre du renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité.

Dans son intervention, Jean-René Personnic, représentant de la Cheffe de Mission de EUCAP-SAHÉL-Mali, a souligné que leur mission soutient activement la conception, la création et le développement de la capacité des autorités maliennes à faire face aux situations de crises et de catastrophes. Il s'agit, pour elle, des événements qui perturbent la vie sociale, politique sécuritaire et sanitaire et qui menacent l'intégrité de la vie humaine et l'environnement.

« Dans un souci d'harmonisation, de sensibilisation et de création d'une doctrine unique qui a vocation de constituer le cadre civil malien en gestion de crises et de catastrophes, EUCAP-SAHÉL Mali a initié en Mai 2019, en étroite collaboration avec les experts du Département de la Sécurité et de la Protection Civile et du CECOGECC, l'élaboration du guide pratique de gestion de crises et catastrophes à l'usage des autorités et des plans d'intervention d'urgence. Cette doctrine unique de gestion civile de situations de crises et de catastrophes constitue désormais le guide de tous les acteurs et intervenants de vos départements, services et unités » a-t-il dit.

La cérémonie d'ouverture a été sanctionnée par une photo de famille afin d'immortaliser ce moment empreint de solennité.

■ Ibrahim Sanogo



Victimes des VBG : Muso Kunda à l'écoute !

Le Musée de la femme « Muso Kunda », a procédé le lundi 6 mars 2023 au lancement officiel d'une Cellule d'écoute psychologique. Elle a pour objectif d'apporter aide et assistance psychotique aux femmes victimes de violences basées sur le genre (VBG).



Le musée de la femme "Muso Kunda" dispose désormais d'un centre multifonctionnel pour assister les victimes de VBG. Lieu de mémoire à la femme et instrument au service de la défense de ses droits, Muso Kunda, créé en 1995 par le Professeur Adame BA KONARE, ne pouvait rester indifférent à ces données statistiques alarmantes ; d'où l'ouverture d'une salle d'écoute psychologique des victimes de violences basées sur le genre.

La cellule Psychologique du Musée de la femme c'est : écouter, évaluer, diagnostiquer, accompagner, orienter et conseiller dans le but d'apaiser, de récupérer la confiance et l'estime de soi avec un objectif de bien-être psychologique.

C'est qui est ressorti des propos de la Directrice du Musée, Mme Diallo Salimata OUATARA .

Pendant son intervention, la conférencière a tout d'abord salué l'engagement de la promotrice de Muso Kunda en faveur des femmes victimes de violence.

Présentant l'institution, elle a fait savoir qu'elle a été créée en 1995 par l'ancienne première Dame, Mme Adame Ba KONARE, qui est également publié le « Dictionnaire des

femmes célèbres ».

De plus, elle a souligné que le Musée Muso Kunda est une institution scientifique, culturelle et technologique qui dispose en son sein de plusieurs salles d'exposition pour mettre en évidence la femme dans toute sa grandeur. « **C'est aussi un lieu de mémoire pour la femme et un espace de rencontres, d'échanges et de découvertes à travers les thématiques comme la diversité ethnique de notre pays, le quotidien de la femme malienne, le cycle de la femme, les femmes victimes des événements de 1991 et les femmes leaders** », a-t-elle avancé .

Se prononçant sur le contexte de la création de la Cellule d'écoute psychologique, elle a expliqué qu'il se caractérise par une augmentation sensible des cas de VBG dans notre pays.

« **En effet, le Système de gestion de l'information sur les Violences basées sur le genre, le Mali a enregistré 2.033 survivantes de VBG entre 2020 et septembre 2021.**

Quelques mois après (juillet 2022), ce chiffre est estimé à plus de 3.000 victimes environ d'où une augmentation re-

marquable des victimes de VBG », a-t-elle indiqué.

Face à ces statistiques alarmantes, le Musée de la femme, selon sa directrice, a décidé de créer une cellule psychologique pour écouter évaluer et diagnostiquer, orienter et conseiller les femmes victimes de VBG dans le but d'apaiser leurs souffrances, mais aussi de leur permettre de retrouver la confiance et l'estime de soi. Il s'agit de donner un bien-être psychologique à ces femmes.

Pour ce faire, elle a expliqué que la cellule va travailler avec des spécialistes en psychologie et en droits du genre. « **L'objectif est d'échanger avec les victimes, de les aider à soulager et orienter vers une vie meilleure** », a expliqué la psychologue Mme Habibatu TOURÉ.

Elle a aussi rappelé l'importance de la discipline dans la guérison d'une blessure morale, ainsi que physique, avant d'étaler les différentes branches de la psychologie qui, selon elle, restent peu connues de la population.

Enfin de compte, elle a invité la population à faire découvrir la psychologie qui demeure indispensable au bien-être physique et moral.

■ Maffenin Diarra

Entre Nous : Incertitudes !!!

Le ministre de la Réconciliation et de la cohésion nationale, Colonel-major Ismaël Wagué a adressé, le 24 février dernier, une correspondance au ministre algérien des Affaires étrangères, Chef de file de la Médiation internationale dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Des mouvements signataires sont accusés de « violations » répétées de l'accord ; la médiation internationale est indexée pour son « absence de réaction », chacun y prend pour son grade dans cette missive confidentielle qui s'est retrouvée sur les réseaux sociaux, le 1er mars. Soit quelques jours après la réception par le Président algérien, Abdelmadjid Tebboune des représentants des groupes armés le 26 février dernier à Alger où ils séjournaient dans le cadre d'une consultation avec la Médiation internationale.

Cette sortie du ministre en charge de la Réconciliation accentue les incertitudes et les inquiétudes quant à l'avenir de cet accord signé en 2015. Elle pourrait même créditer certaines voix non officielles qui ont annoncé, il y a quelques semaines, l'imminence d'une

reprise des hostilités afin de récupérer la ville de Kidal.

Les incertitudes actuelles auront certainement des répercussions sur l'économie et les finances publiques. Déjà, les choses ne se passent pas comme l'aurait voulu le Trésor public sur le marché des titres. Or, pour les émissions des titres publics de l'année 2023, l'Etat du Mali table sur 1 409 milliards FCFA. Soit près de la moitié du budget d'Etat ! Si l'on s'en tient à la Loi des Finances publiée sur le site du ministère de l'Economie et des Finances, les recettes et les dépenses budgétaires pour 2023 sont respectivement arrêtées à 2. 199. 907. 720. 000 FCFA et 2. 895. 902. 628. 000 FCFA. Le déficit est de 695. 994. 908. 000 FCFA.

Sur les deux dernières sorties de la Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité publique sur le marché des titres publics, dont celle du 22 février sanctionnée par une faible mobilisation des investisseurs, il faut avouer que la quasi-totalité des souscripteurs viennent du Mali.

En cette période de fortes turbulences internationales et de dégradation de la situation interne sur les plans politique et social, avec

des grèves et des concertations sur fond de rejet du projet de Constitution, Bamako devrait tout mettre en œuvre pour ne pas se mettre à dos l'Algérie. Car, quoi qu'on dise, le pays d'Ahmed Ben Bella est un partenaire incontournable pour le Mali.

A l'état actuel, il est trop risqué voire imprudent d'ouvrir un front avec les groupes armés signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Cela pourrait créer une totale confusion qui profiterait aux groupes armés radicaux afin qu'ils renforcent à leur conquête territoriale avec un risque réel de guerre civile. Sur le terrain, la situation est déjà extrêmement confuse et complexe à la lecture des mouvements forcés des populations et des dernières attaques perpétrées par les groupes armés extrémistes.

Il ne faut pas se faire d'illusion : les groupes armés radicaux, qui s'affrontent de façon atroce, n'hésiteront pas à se mettre ensemble pour combattre le Mali, « l'ennemi commun ». Il y a encore de la place pour le dialogue. Il faut écouter la voix de la sagesse. Que Dieu préserve le Mali ! Amen !

Par Chiaka Doumbia
Source : Le Challenger





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Œuvres sociales : Assimi vigilant !

Une équipe de la Présidence de la République en charge des Œuvres Sociales du Président de la Transition a effectué, ce mardi 07 mars 2023, une série de visites inopinées dans les districts sanitaires de Dioïla, Fana et Barouéli. L'information a été donnée par la Présidence de la République sur sa page Facebook. Cette visite prouve combien le président de la transition suit de près la bonne exécution de ses œuvres sociales.



Le président de la Transition, le colonel Assimi Goïta, tient à la bonne exécution de ses œuvres sociales en faveur des populations maliennes. C'est dans cette optique qu'une équipe a effectué, hier, mardi 07 mars 2023, une série de visites inopinées dans les districts sanitaires de Dioïla, Fana et Barouéli. L'objectif de ces visites, selon la Présidence de la République, « est de constater de visu les dispositions prises par ces Centres de santé de référence (CSREF) pour l'entretien des équipements médicaux et ambulances remis dans le cadre des Œuvres Sociales du Président de la Transition ».

Selon la Présidence de la République, la délégation a entamé la visite au CSCOM de Dioïla. La même source précise qu'après avoir constaté le bon fonctionnement de l'ambulance, la délégation a exprimé sa satisfaction à M. Abdrahamane Berthe, médecin-chef du district sanitaire de Dioïla pour le bon entretien

du matériel.

Après Dioïla, la délégation s'est dirigée à Fana. Là-bas aussi, les lignes bougent beaucoup. C'est le constat qui a été fait par la délégation qui a également prodigué des conseils. « **Au CSREF de Fana, la délégation a insisté sur l'entretien et le maintien en état du matériel roulant qui permet de réduire considérablement la mortalité néonatale et garantit une meilleure prise en charge des usagers** », lit-on sur la page Facebook de la Présidence de la République. A Fana, l'ambulance offerte par le président de la transition a déjà fait près de 200 évacuations.

« **Selon les précisions de Dr Youssouf Samacké, médecin -Chef du district sanitaire de Fana, de la date de réception de l'ambulance à nos jours, le CSREF a effectué plus de 183 évacuations sur les axes Fana-Ségou et Fana-Bamako. D'où son apport inestimable pour le district** », précise la Présidence de la République. Tou-

jours à Fana, des doléances ont été formulé par le médecin chef. « Par ailleurs, Dr Youssouf Samacké a exprimé le besoin crucial d'acquérir une autre ambulance plus adaptée au terrain en milieu rural, vu le nombre croissant des demandes d'évacuations dans les zones reculées », indique la présidence de la République.

A en croire la Présidence de la République, la dernière étape de cette visite a concerné le district Sanitaire de Barouéli. Le constat est le même. Le personnel de santé ne ménage aucun effort pour l'entretien des équipements médicaux gracieusement remis par le Chef de l'État. « **Cette démarche de l'équipe en charge des Œuvres Sociales du Président de la Transition s'inscrit dans la droite ligne de sa vision. Celle de veiller au bien-être des Maliens, jusque dans les coins les plus reculés du pays** », a-t-on insisté.

Anguimé Ansama

Rentrée politique du parti CDP Mali Kura : Les responsables du parti expriment leur soutien à la transition

Le Parti Congrès pour la Démocratie et le Progrès « C.D.P Mali Kura », a tenu sa rentrée politique, le 5 mars dernier au Palais de la Culture Amadou Hampathé BA. Avec pour thème : « Soutien à la Transition et à la cohésion sociale », cette activité a été mise à profit par les responsables du parti pour exprimer leur soutien aux autorités de la Transition pour l'atteinte des objectifs fixés pour un Mali développé, un Mali en paix, un Mali en sécurité.



L'évènement était présidé le président Mohamed COULIBALY dit Bavieux, du président d'honneur du parti, Douli Ibrahima SIDIBE, de la présidente du mouvement des femmes du parti, Mme Maglo Marietou DEMBELE, les femmes ; du président du Mouvement des jeunes, Amadou SISSOKO, le secrétaire général du parti, Dr Moussa TEMBELY,

etc.

Au cours de son allocution, le secrétaire général du parti, Dr Moussa TEMBELY a rappelé que le parti, Le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (C.D.P- Mali Kura) a été créé en 2014 dans le dessein d'apporter à notre pays un souffle nouveau à travers des acteurs engagés et une vision nouvelle orientée vers la

préservation des intérêts communs.

« **Le C.D.P- Mali Kura a pour but de concourir au suffrage populaire et universel dans le respect des valeurs de la République, des principes fondamentaux consacrés par la Constitution, de l'unicité et de la laïcité de l'Etat** », a-t-il dit.

Comme objectifs, il a indiqué que le C.D.P-

Mali Kura s'est assigné entre autres de réconcilier les maliens avec la politique et créer la culture du parti chez les citoyens en plaçant l'intérêt collectif et national au cœur des enjeux; Motiver ses militants à travers des actions de formation, d'éducation civique, d'information et de sensibilisation; Renforcer et renouveler le leadership politique sur des bases objectives et de construire un Etat fort et impartial, capable de protéger les personnes et les biens sur toute l'étendue du territoire national.

Il a mis l'occasion à profit pour féliciter le Gouvernement de la Transition pour les actions concrètes qu'il mène dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le combat pour la restauration de l'autorité de l'Etat.

En effet, il a mentionné que la problématique de la réussite de la transition est un impératif au changement tant souhaité par les maliens. « **Nous sommes à un tournant décisif de la vie de notre Nation, ainsi, pour relever les innombrables défis, les maliens doi-**

vent s'unir autour d'un idéal commun, celui d'une transition réussie pour un nouveau départ marqué par des réformes politiques, constitutionnelles et institutionnelles sérieuses tenant compte des aspirations de tous les maliens », a-t-il préconisé.

Pour sa part, la présidente du Mouvement des femmes, Mme Mariétou DEMBLE, a réaffirmé la volonté des femmes du parti CDP Mali Kura, à soutenir l'initiative du parti qui est soutenir les autorités de la transition pour mener les réformes.

Ainsi, elle dira que les femmes sont indispensables dans la refondation d'un pays. « **Les femmes qui représentent plus de 50% de la population malienne comptent jouer notre rôle dans la réussite de la et conformément à la volonté de notre parti** ».

Toutefois, elle a lancé un appel à toutes les femmes du Mali à se joindre à eux pour soutenir le Président Colonel Assimi Goita dans son combat contre le terrorisme, la colonisa-

tion, la cherté de la vie.

A son tour, Bavioux COULIBALY, a souligné que c'est depuis le 24 Avril 2014, que le CDP a été créé avec le terme Mali Kura, terme à la mode actuellement. « **Nous n'avons pas attendu pour commencer à cultiver le Mali Kura dans les esprits des maliens. Nous n'avons pas attendu pour comprendre les dérives qui existaient à l'époque ; Nous n'avons pas attendu pour dénoncer les comportements antipatriotiques ; Nous n'avons pas attendu pour exiger une meilleure gestion des affaires de l'Etat** », a-t-il fait savoir.

Le parti CDP Mali Kura, selon son président, a compris qu'il fallait un changement.

« Nous avons apporté notre contribution remarquable à ce changement qui a abouti à tous d'exiger le Mali Kura ; vivre le Mali Kura aujourd'hui », s'est-il réjoui.

■ Maffenin Diarra



Emmanuel Macron "flingue" la classe politique malienne : Des acteurs politiques réagissent !

Lors de sa conférence de presse du 28 février dernier, le Président de la République française, Emmanuel Macron, a jeté un grand pavé dans la mare de la classe politique malienne. «Nous avons pourtant malgré nous assumé une responsabilité exorbitante. Cela nous vaut aujourd'hui d'être l'objet, par amalgame, du rejet qui frappe une classe politique malienne qui a échoué à redresser son pays», a déclaré Emmanuel Macron. Que pensent des hommes politiques de cette sortie du Chef de l'Etat français ?



Konimba Sidibé, Président du MODEC :
«Le soutien de la France aux élites corrompues est à l'origine des difficultés actuelles de la France en Afrique»

«Ignorance, volonté délibérée d'enfumage ou imposture ? C'est ce même Macron qui a félicité IBK après sa réélection avant même la validation de la Cour Constitutionnelle par mépris pour cette Cour, pour la classe politique et le peuple malien qui contestaient cette réélection et sa gouvernance du pays, ainsi que pour tous ceux qui sont attachés à la démocratie et l'Etat de droit !

Macron n'a toujours pas compris que c'est cette politique africaine de la France de soutien aux élites corrompues pour l'accès au pouvoir et son exercice contre les intérêts du peuple malien, tout en sauvegardant les intérêts néocoloniaux, qui est à l'origine des difficultés actuelles de la France en Afrique. En tenant ce genre de propos, il ne pouvait s'y prendre mieux pour saccager davantage les

relations entre la France et l'Afrique.»

Dr Modibo Soumaré, Président du Cadre des partis pour le retour à l'ordre constitutionnel : «Il y a des sujets beaucoup plus utiles que ces propos de Macron»

«Je crois que le discours de Macron est un épiphénomène par rapport à l'évolution de la situation socio-politique et sécuritaire du Mali. Je crois qu'il y a des sujets beaucoup plus utiles que ces propos de Macron. Mais ce qu'il faut dire, c'est que la classe politique française aussi a échoué à redresser ou même à transformer la France. L'exemple de la réforme sur les retraites en est l'exemple éloquent. Les défilés des gilets jaunes, il y a un an... »

Issa Kaou Ndjim, Président de l'ACRT :
«Tous les acteurs politiques doivent se mettre ensemble pour sauver l'essentiel...après l'autocritique »

Je pense qu'il faut faire la part des choses. Macron est un Président d'un pays. Pour des raisons politiques, il a fait un discours politique. Dans ce pays, il a parlé du rôle et de la responsabilité de la classe politique en général. J'aurais souhaité que la classe politique accepte de se mettre ensemble pour faire notre propre autocritique. Cela n'est pas une faiblesse. Je ne veux pas être prétentieux. Je pense que tous les acteurs politiques doivent se mettre ensemble pour sauver l'essentiel. Ça nous rendra en position de force pour répondre éventuellement sans passer par des actes. Je pense que la meilleure réponse est le résultat. Et aujourd'hui, le résultat qu'il faut est de barrer la route au Cnsp dans sa volonté de confisquer le pouvoir. Tout le reste, c'est la diversion.

Source : Le Challenger

Diplomatie : La MINUSMA dans la ligne de mire de Diop

En refusant que la France porte la plume du Mali aux Nations Unies, la transition a décidé de répondre de manière ferme à la manipulation des Nations Unies par certaines puissances. Abdoulaye Diop, le ministre des Affaires étrangères, tisse peu à peu la toile qui servira à prendre la MINUSMA, surtout que la mission onusienne est devenue systématiquement hostile au Mali. Le chef de la diplomatie qui a accepté la poursuite des activités de la MINUSMA en 2022 n'est plus dans la logique d'accorder à la mission onusienne le temps de continuer à pondre des rapports accablant les autorités.



La MINUSMA aura du mal à avoir le soutien des autorités maliennes si elle continue de traiter avec mépris les autorités. Chaque rapport de la mission est devenu un recueil de reproches à l'Etat malien. C'est surtout pour empêcher la poursuite de l'instrumentalisation des questions de droit de l'homme que le Mali ne veut plus laisser la MINUSMA ternir l'image de la transition. Si le

ministre des Affaires étrangères ne prend pas des mesures préventives, la mission onusienne au Mali n'arrêtera pas de se comporter mal en suivant strictement les déclarations et les prises de position de certains pays en froid avec le gouvernement malien.

Depuis plusieurs années, Abdoulaye Diop n'a cessé de demander que la MINUSMA soit dotée d'un mandat robuste permettant d'aller

combattre les terroristes. Mais contre toute attente, le Mali n'est jamais parvenu à faire aboutir cette sollicitation, malgré la persistance de la violence dans le pays. A chaque fois, la demande du Mali a été rejetée pour des raisons que l'on n'arrive pas à expliquer aux Maliens. Finalement, c'est cette politique de rejet systématique des doléances du Mali qui a occasionné le mécontentement général de la population contre la présence des casques bleus sur le sol malien.

Aujourd'hui, les populations maliennes ne souhaitent pas voir les casques bleus patrouiller dans leurs localités. Le mécontentement contre la MINUSMA est particulièrement grand dans les zones où les terroristes sévissent. Les gens sont convaincus que la mission onusienne au Mali est devenue un facteur d'aggravation de l'insécurité. Plusieurs fois, des jeunes ont manifesté contre la présence des soldats de l'ONU dans les régions du Pays Dogon. Beaucoup ne comprennent pas que les terroristes soient présentés le plus souvent dans les rapports de la MINUSMA comme des civils.

La mission de l'ONU au Mali ne fait qu'accuser les forces armées maliennes d'exactions sur les civils depuis que la transition a décidé de se passer de l'aide de certains pays. Pire, les instructeurs russes sont constamment pointés du doigt par la MINUSMA dans des présumées exactions contre les civils maliens. Ce qui ne passe plus pour Abdoulaye Diop, c'est l'attitude négative de la mission onusienne contre les autorités maliennes dont le premier souci est la stabilité du Mali. Tout se passe comme si les autorités maliennes n'avaient aucun égard pour leurs communautés.

La faute qui coûtera chère à la MINUSMA est de prétendre que l'armée malienne dont les responsables sont issus de toutes les communautés maliennes est en train de cibler une ethnie. La mission de l'ONU qui est incapable d'identifier la représentativité des ethnies au sein de l'armée malienne a eu le culot d'accuser les soldats maliens de persécuter une communauté. Pour mettre fin à ses agissements d'une mission censée stabiliser le Mali, la transition a commencé à prendre des mesures.

Soumaila Diarra
Source : Le Pays

Le président du Faso reçoit des cinéastes en marge du FESPACO : Ce que Cheick Oumar Sissoko a dit au capitaine Ibrahim Traoré

Le président de la Fepaci, Cheick Oumar Sissoko, a félicité le président du Faso, Capitaine Ibrahim Traoré, « un homme qui s'est engagé pour la souveraineté du continent à travers celle du Burkina Faso pour la renaissance africaine ».



Vendredi 3 mars 2023, le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Capitaine Ibrahim TRAORE, a accordé une audience à une délégation de cinéastes, présents à Ouagadougou, à l'occasion de la 28e édition

du Festival panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO), conduite par le ministre en charge de la Culture, Rimalba Emmanuel Ouedraogo. Le porte-parole de la délégation, le réalisateur

malien Cheick Oumar Sissoko a confié, à la sortie d'audience, selon la direction de la communication de la présidence du Faso, retenir de l'entretien avec le Chef de l'Etat, « un homme qui s'est engagé pour la souveraineté du continent à travers celle du Burkina Faso pour la renaissance africaine ». Pour le cinéaste, c'est un combat qui honore le Capitaine Ibrahim Traoré, mais surtout un combat des cinéastes qui utilisent l'image pour le mener. « Les images qui sont passées ici au cours de cette édition, beaucoup portent sur ces questions de souveraineté du continent, de problèmes économiques, sociaux, de développement », a expliqué le réalisateur malien.

Yaye A. Cissé
Source : Arc en Ciel



Racisme en Tunisie : La Banque Mondiale sanctionne !

La Banque Mondiale annonce la suspension « jusqu'à nouvel ordre » de son cadre de partenariat avec la Tunisie. C'est la substance d'une note, de l'institution financière internationale, adressée aux autorités tunisiennes dont le contenu a été révélé le lundi 6 mars par L'agence France-Presse (AFP).

Selon l'AFP, qui cite David Malpass, président du groupe de la Banque Mondiale, la décision fait suite aux actes de harcèlement et de violence à caractère raciste provoqués par la déclaration du président Kais Saïed.

La note, selon l'AFP, précise que la réunion du conseil d'administration, initialement prévue pour le 21 mars 2023 a été reportée sine die, pour observer l'impact des mesures annoncées par le gouvernement tunisien pour protéger et soutenir les migrants et les réfugiés. En effet après les propos du Président tunisien qui assimile l'arrivée massive des migrants subsahariens à « un complot qui menacerait l'identité arabo-musulmane de son pays », les autorités tunisiennes ont annoncé une batterie

de mesures pour disent-elles « améliorer la situation des étrangers en Tunisie et faciliter les procédures » de régularisation de leur situation.

Aux lendemains de la prise de position du Président Kais Saïed sur l'immigration subsaharienne et après les premiers cas d'agression et de manifestations hostiles aux étrangers, des pays comme le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont proposé un retour volontaire à leurs ressortissants.

Pour rappel, le Président Tunisien Kais Saïed a prôné des mesures urgentes contre l'immigration clandestine des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne. Il a tenu des propos « racistes » contre les subsahariens. C'était le 21 février dernier, lors d'un conseil de Sé-

curité nationale. Selon le Président, leur présence en Tunisie est source de violence, de crimes et d'actes inacceptables. L'Union africaine a condamné cette position du chef de l'Etat tunisien.

« **Près de 400 migrants de toutes nationalités confondues sont détenus dans des conditions désastreuses en Tunisie** », affirme le président de l'association malienne des étudiants et stagiaires en Tunisie. Cette situation interpelle toutes les autorités africaines à prendre des dispositions afin de protéger les migrants, soulignent certains responsables humanitaires.

Les responsables de l'association malienne des expulsés regrettent cette situation alarmante des africains en Tunisie. Ils soulignent que « **des maliens en transit, étudiants, ou ceux établis voire plusieurs autres nationalités africaines sont tous victimes de racisme en Tunisie aujourd'hui** ».

« **Aujourd'hui tous les migrants sont dans les conditions extrêmement difficile. Même les étudiants, les commerçants, tous les africains noirs sont dans les situations précaires qu'on n'arrive pas à contrôler** », indique Ousmane Diarra, président de l'AME.

Le président de l'association malienne des étudiants et stagiaires en Tunisie rassure que des dispositions sont prises pour sécuriser tous les étudiants africains sur place.

« **Sur l'ensemble, il y a eu un bilan de trois cents à quatre cents personnes qui sont arrêtées. Mais la majorité, c'est des migrants qui sont rentrés de manière illégale** », précise Béchir Ould Saleck.

« **On a mis un numéro vert à la disposition de tous les étudiants. En cas d'urgence, il suffit de contacter ce numéro, la cellule de crise intervient sur place** », ajoute-t-il.

■ Binadjan Doumbia



Répression sanglante des migrants en Tunisie : Kaïd Saïd, un autre bourreau du Maghreb



Ces actes d'atteintes visant des migrants subsahariens ne passent pas en Europe encore moins, au Moyen-Orient. Hélas! La Tunisie dirigée par l'universitaire Kaïd Saïd, piétinant des appels de condamnations de part et d'autre, se fait distinguer à travers des actes ignobles, populistes relevant d'une animosité spectaculaire qui n'aurait de raison que de camoufler son échec cuisant face à l'effritement de son économie presque en agonie.

Ces derniers moments, le quotidien des migrants subsahariens résidents en Tunisie semble se transformer en enfer du fait de la répression sanglante, barbare, inhumaine digne d'une autre époque, d'un autre continent par les autorités, incapables de relever les défis économiques du pays jusqu'au point d'en faire de ces migrants, des boucs émissaires politiques dans le but de soigner leurs images à l'interne. Ils sont plus de 300 migrants à être arrêtés, torturés et placés en garde à vue sauf que le seul tort politique est que ceux-ci dérangeraient la stabilité démographique voire économique du pays. Déjà, les sentiments

de frustrations sont perceptibles dans les pays d'origines desdits migrants dont certains dirigeants du continent commencent à faire retourner leurs concitoyens au berceau, tant les atrocités y sont énormes. En effet, ces répressions ciblent toutes les catégories d'âge, de profession et même les étudiants n'y sont pas épargnés et le président Kaïd Saïd, impopulaire dans ses démarches à l'international, n'a pas hésité de reprocher à ces migrants qui y travaillaient décevantement depuis des années, d'être à la base de « violence, de crimes et d'actes inacceptables » qu'il faut y mettre un terme. Propos jugés à la fois, "racistes" par les défenseurs des droits de l'homme et irresponsables par les observateurs politiques. Mais par contre, cette position est soutenue par le gouvernement tunisien qui instruit la police locale à agir avec brutalité. Cela étant, toute apparition des noirs sont signalés avant d'être réprimés à sang. Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères du Mali qui, visiblement prêt à accueillir ses concitoyens dans un plus bref délai, a qualifié la semaine dernière,

"d'actes inacceptables" faisant allusion à des scènes de violence physique, d'expulsions de bâtiments dont sont victimes les migrants subsahariens en particulier, des Maliens résidents en Tunisie. Aussi, dans le même registre, le président de la Commission de l'Union africaine a dans une déclaration qualifié lui aussi, des propos de Kaïd Saïd de « choquants » et condamné les faits. Au même moment, le bourreau de l'Afrique maghrébine qui, ayant accumulé d'échec dans ses politiques internes continue de déverser sur les migrants subsahariens sa bile haineuse et irréparable sauf que la réciprocité ne soit utilisée sur les ressortissants tunisiens vivants dans d'autres pays engendrerait sans doute, d'autres scénarios sans limite. Finalement, le président Kaïd Saïd passe à côté de l'histoire en s'inscrivant dans une dynamique peu enviable qui pourrait lui rattraper et s'en prendre aux étrangers ne saurait résoudre les problèmes économiques de son pays.

Yacouba COULIBALY
Source : L'Alternance

USA : Biden, en pré-campagne, rode son discours pour l'électorat populaire

“Aucun milliardaire ne devrait payer moins d'impôt qu'un pompier!” Joe Biden, en campagne sans vraiment l'être pour 2024, a continué lundi à roder un discours social censé séduire l'électorat blanc et populaire qui lui a manqué en 2020.

Depuis le début de son mandat, le démocrate de 80 ans raconte les mêmes anecdotes sur son enfance dans une famille de la classe moyenne à Scranton, en Pennsylvanie.

Mais depuis son Discours sur l'état de l'Union devant le congrès, le 7 février, interprété comme un lancement informel de campagne, Joe Biden a enfoncé le clou.

Le déroulé de ses discours — comme lundi devant une réunion du premier syndicat à l'avoir soutenu en 2020, l'International Association of Fire Fighters — est désormais immuable ou presque.

Il y a d'abord la référence obligatoire à son père, présenté comme la voix de l'Amérique laborieuse et fière, qui lui disait: “Joey, un boulot c'est plus qu'un bulletin de salaire, c'est une question de dignité”, s'est souvenu le président lundi devant un public conquis d'avance.

– “Tout va bien se passer” –

“C'est être capable de regarder son enfant dans les yeux et de lui dire, sans mentir: +Tout va bien se passer mon chéri+”, avait-il résumé devant le Congrès, là aussi une formule maintes fois ressassée depuis.

Vient aussi, souvent, la description de la maison sans fioritures de son enfance, trois chambres pour les parents, les quatre enfants et le grand-père, brandie en certificat de l'appartenance à la classe moyenne.

Dans ses discours, Joe Biden insiste désormais sur la justice fiscale, avec une réserve obligatoire au pays de la libre entreprise: “Je suis un capitaliste, vous voulez gagner beaucoup d'argent, allez-y, mais payez quelque chose” au fisc, a-t-il dit lundi.

“Vous savez quel est le taux d'imposition (des milliardaires, ndr)? Trois, T-R-O-I-S pour cent. Les pauvres gens”, a ensuite ironisé le président, qui présentera jeudi son projet de budget fédéral, en promettant une nouvelle fois d'augmenter les impôts des très fortunés.



Le démocrate, qui a “l'intention” de briguer un second mandat mais qui n'est pas pressé de lancer officiellement sa campagne, a un électorat précis en tête: la classe populaire blanche, celle qui n'a pas fait d'études supérieures.

Joe Biden, élu en 2020 grâce au soutien de l'électorat afro-américain et de l'Amérique diplômée, sait qu'il a fort à faire. Un récent sondage Washington Post/ABC montre que seulement 31% des électeurs n'ayant pas fait d'études sont satisfaits de sa politique économique, alors que c'est le cas pour 50% des électeurs diplômés.

– Trump –

En 2016 comme en 2020, environ deux tiers des électeurs blancs et non-diplômés ont voté pour Donald Trump — qui est déjà en campagne pour 2024.

Le président démocrate met donc désormais l'accent sur les sujets les plus concrets pour essayer de renverser un peu la tendance.

A des Américains qui ont du mal à comprendre ses grandes réformes d'infrastructure, de soutien au pouvoir d'achat ou de transition énergétique, le chef d'Etat le plus puissant du monde parle, longuement, de l'état des routes, des frais de découvert bancaire et du coût de

l'insuline.

Conscient que depuis près de 20 ans, les électeurs blancs âgés votent républicain, Joe Biden met aussi l'accent sur le système d'assurance-vieillesse (Social Security), sur le régime d'assurance-maladie réservé aux séniors (Medicare) et sur ses projets de lutte contre le cancer.

Il accuse régulièrement la droite de vouloir tailler dans ces régimes sociaux, embarrassant un parti républicain historiquement hostile à l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie, mais qui voit venir le danger pour sa base électorale.

Donald Trump l'a bien senti. Samedi, devant la grand-messe annuelle des conservateurs américains réunis près de Washington, l'ancien président ne s'est pas attardé sur les sujets économiques et sociaux, collant à son discours sur le déclin de l'Amérique, qu'il serait seul capable d'enrayer.

Mais l'ancien homme d'affaires se présente désormais en défenseur des régimes d'assurance vieillesse et d'assurance-santé des séniors, ce qui lui permet au passage d'éreinter certains concurrents à l'investiture républicaine, partisans d'une ligne économique plus libérale.

Source : AFP

Chine : Xi Jinping condamne “l’endiguement” et la “répression” occidentales contre son pays

Le président chinois Xi Jinping a condamné lors d’une session parlementaire à Pékin “l’endiguement” et la “répression” de son pays par les Occidentaux, selon un média d’Etat. Il a notamment pointé du doigt les Etats-Unis d’Amérique.



Les sujets de friction se sont multipliés ces dernières années, du traitement des musulmans ouïghours au déséquilibre de la balance commerciale, en passant par Taiwan, la domination dans les technologies de pointe ou les accusations d’espionnage. Elles se sont traduites par des sanctions occidentales et notamment américaines visant la Chine, auxquelles Pékin a répliqué.

“L’environnement externe du développement de la Chine a connu des changements rapides. Les facteurs incertains et imprévisibles ont considérablement augmenté”, a déclaré Xi Jinping.

“Des pays occidentaux, menés par les États-Unis, ont mis en oeuvre une politique d’endiguement, d’encercllement et de répression contre la Chine, ce qui a entraîné des défis sans précédent pour le développement de notre pays”, a-t-il ajouté.

Le dirigeant de 69 ans, qui s’apprête à obtenir dans quelques jours, s’exprimait devant des membres d’un comité consultatif durant la session parlementaire annuelle.

Xi Jinping a par ailleurs déclaré que les cinq dernières années ont été marquées par une nouvelle série d’obstacles, lesquels menacent de freiner l’essor économique de la Chine. Relation tendue avec les États-Unis.

Les relations sino-américaines ont connu une période particulièrement tendue le mois dernier, après qu’il a été accusé d’espionner des installations militaires américaines.

L’affaire a contraint le secrétaire d’État américain Antony Blinken à reporter une visite en Chine, qui aurait permis de désamorcer certains sujets sensibles comme la position chinoise sur la guerre en Ukraine, la concurrence en matière de technologies et la question de Taiwan.

Les États-Unis abattent le ballon “espion” chinois

La Chine et les États-Unis se livrent une bataille féroce pour la fabrication des semi-conducteurs, les Américains ayant perdu leur position dominante au profit du géant asiatique.

Au nom d’une menace supposée à sa sécurité nationale, les États-Unis ont multiplié ces derniers mois les sanctions à l’encontre des fabricants de puces chinois, désormais entravés pour s’approvisionner en technologies américaines.

Les visites de parlementaires occidentaux, notamment américains, à Taiwan, île dont Pékin revendique la souveraineté et entend rattacher à la Chine continentale, a également contribué à tendre les relations.

Source : 7sur7.be

Basketball : Le championnat national de D1 a donné son coup d'envoi

Ce week-end, le championnat national de basketball D1 a repris ses droits sur le parquet pour la saison 2022-2023. Chez les dames, les policières, championnes en titre démarrent avec une victoire, tandis que chez les hommes, le Stade Malien de Bamako qui était en déplacement sur Abidjan, fera son entrée en lice le mercredi. Pour le compte de la première journée, dispu-

tée du vendredi 3 mars au samedi 4 mars, l'AS Police a disposé difficilement de l'AS Mandé (67-66) chez les hommes. Toujours du côté masculin, l'USFAS a battu le Sigui de Kayes (77-46) et l'Attar Club s'est largement imposé (84-58) face au Djoliba AC. Le Stade Malien, qui est champion en titre, jouera face à l'AS Real le mercredi prochain. Chez les dames, l'AS Real s'est incliné (56-85)

devant le Stade Malien de Bamako. Les policières, qui sont détentrices du titre, se sont difficilement défaites de la C6 (79-75). L'USFAS a battu (83-71) le CSM (Kayes) et le KSC a disposé du Djoliba AC (76-51).

S.Guindo malijet.com

Source : Malijet





Bélier (21 mars - 19 avril)

Une idée géniale pourrait vous parvenir pendant la nuit. Vous la soumettez à votre environnement de travail qui l'accueillera avec enthousiasme. Cette intervention de votre part vous vaudra d'être remarqué par vos supérieurs. Un appel ou un e-mail d'un éventuel acheteur pour votre bien immobilier pourrait vous parvenir. Ne tardez pas, il faut battre le fer pendant qu'il est encore chaud. Vous réussirez à décider cette personne à acheter.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous allez lorgner sur un poste de responsabilités. Ce dernier sera convoité par de nombreuses personnes. Fidèle à vous-même, vous serez prêt à leur griller la politesse pour l'obtenir. C'est pourquoi vous déposerez votre candidature aujourd'hui.

À cause d'un zodiaque excessivement volatile, votre signe va connaître de grosses turbulences financières. En conséquence, vous pourrez faire une croix sur vos projets d'épargne ce mois-ci... Vos rapports avec l'argent seront empreints de colère.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Le dicton Un tient vaudra mieux que deux tu l'auras conditionnera votre décision. Sur le fond, vous aurez peut-être raison, mais dans une perspective d'avancement professionnel, votre refus de changement pourrait freiner sérieusement votre évolution.

On essaiera de vous vendre quelque chose, mais comme cela sentira l'arnaque à plein nez, vous ne mordrez pas à l'hameçon. Par ailleurs, vous examinerez attentivement tous les tenants et les aboutissants avant de vous engager dans une affaire financière.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les relations avec les supérieurs hiérarchiques ne sont pas spécialement bonnes. Vous remarquez des dysfonctionnements et des difficultés entre les collègues. De l'éparpillement dans les tâches et un manque de personnel peut réduire la productivité.

Comptez sur des soldes ou des bonnes affaires pour garder la stabilité dans votre vie financière. Il est conseillé de ne pas trop dépenser pour garder de la trésorerie. Des paiements restent importants et empiètent sur le budget consacré aux loisirs.



Lion (22 juillet - 23 août)

Votre astre, le Soleil, placé en Cancer, nourrira votre imagination et votre créativité. Grâce à cela, vous serez en mesure de trouver les solutions adéquates pour chaque problème qui vous sera proposé. Cela vous permettra de progresser dans vos objectifs.

Une idée vous viendra à l'esprit aujourd'hui. Celle-ci aura trait à un placement financier ou une façon de gagner de l'argent à laquelle vous n'aviez pas encore pensé. N'hésitez pas à la mettre en oeuvre, c'est une idée porteuse.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Dans votre travail, vous serez professionnel et extrêmement courtois. Pas la moindre grogne ou le plus petit signe d'énervement. Votre calme sera trompeur. D'ici quelques jours, vous allez donner votre préavis ! Vous avez tout simplement trouvé mieux.

Pour séduire une personne, vous vous mettez tout d'un coup à mener la vie de château. Berline de luxe allemande, beaux vêtements, etc. En fait, tout ne sera que de la location ! Seul le prestige comptera à vos yeux, et le fait d'en mettre plein la vue !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous vous montrerez très impatient et cela rejaillira sur vos activités. Vous ne supporterez pas que vos interlocuteurs tardent à vous répondre. Certes, il faudra que les choses progressent, mais vous ne pourrez pas avancer plus vite que la musique.

Vous croirez que votre manque de rapidité à prendre une décision vous fera louper une affaire en or. Remerciez plutôt les qualités de prudence liées à votre signe, car au contraire, vous gagnerez de l'argent en ne les plaçant pas dans une affaire fumeuse.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le climat professionnel tourne plutôt vers un climat bon enfant. Vous pourriez être satisfait de la journée grâce à une bonne complicité entre collègues. Du changement peut cependant être désiré dans vos fonctions, car la routine commence à être ressentie.

Le contexte est propice à une prudence. La générosité et l'impulsivité sont la cause de dépenses imprévues dans votre budget. Uranus et la Lune en Taureau peuvent vous rendre sensible aux articles destinés à la décoration ou à compléter votre garde-robe.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous pourriez recevoir une réponse positive à votre demande de mutation, surtout s'il s'agissait d'une demande pour l'outremer ou la côte. Pour tous les Sagittaire en tout cas, ce jour sera celui de la réussite et de la reconnaissance. Vous pourriez avoir une jolie surprise au courrier ce matin. Il pourrait s'agir, en effet d'une somme d'argent que vous devez à l'administration et qui mettra du beurre dans les épinars. À noter qu'il pourrait s'agir d'argent lié à une affaire familiale.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Dans l'exercice de votre métier, vous aurez une règle d'or ! Même si certains collègues sont devenus vos amis, vous resterez professionnel. En clair, vous ne fermerez jamais les yeux sur leurs erreurs, surtout si vous avez un poste de responsable.

Que ce soit en amour, au travail ou dans tout autre domaine, vous ne vendrez jamais votre âme au diable pour de l'argent. Vous le direz aujourd'hui à votre partenaire. Si possible, vous lui demanderez ou plutôt lui donnerez le conseil de faire de même !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Alors que tout sera en place pour vous permettre d'aller de l'avant, vous hésitez et vous tergiverserez... Sans doute ne disposerez-vous pas de toutes les informations voulues, mais attendre en restant les bras croisés ne sera pas la bonne solution.

Avantagé par Mercure dans votre secteur d'argent, vous disposerez des meilleurs atouts pour défendre vos intérêts. Entre des dossiers administratifs, des accords à valider, vous aurez pas mal de paperasse. Chacune de vos signatures sera de bon augure.



Poisson (19 février - 21 mars)

Après des efforts, la récompense arrive. Vous recevez des encouragements de la part de vos collègues ou de supérieurs hiérarchiques. Pendant des activités, il est recommandé de ne pas prendre à coeur la désorganisation ou le stress sur le lieu de travail.

L'ambiance est à la sérénité et vous rêvez à des achats que vous souhaitez faire. Les paiements sont liés à l'habitat avec le désir d'acquérir des objets décoratifs. Neptune en Poissons change votre relation à l'argent, vous commencez à vous en détacher.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com